

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Une-alliance-qui-porte-atteinte-a-la-Nation-Argentine>

Une "alliance" qui porte atteinte à la Nation Argentine.

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : samedi 23 novembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un article de l'économiste Naúm Minsburg dans lequel il analyse certains aspects de la globalisation du capital financier et son retentissement en Argentine.

Le FMI et son "bras droit" la Banque Mondiale ont été créés en 1944 (quand le monde était immergé dans la deuxième guerre mondiale) avec l'objectif prioritaire d'imposer les intérêts économiques et financiers des Etats-Unis - qui s'étaient transformés en la nation la plus puissante pour l'ensemble du monde.

L'Argentine adhère au Fond pendant la "revolución libertadora" et le premier crédit fût obtenu en 1958, pendant le gouvernement du Dr. Arturo Frondizi (Mandat 1958-1962).

Depuis lors et jusqu'à maintenant, l'ingérence de ces deux organismes a été déterminante sur l'évolution économique et sociale de notre pays, avec des degrés d'acceptation divers de la part des différents gouvernements, en subordonnant et en conditionnant notre développement à la domination des corporations multinationales au fur et à mesure qu'elles s'étendaient.

Mais ceci n'a pas été suffisant pour satisfaire les exigences plus fortes du Fond et de la Banque Mondiale.

Il y a longtemps que, dans des différents travaux, nous avons mentionné l'existence dans notre pays -mais qu'on peut étendre à la plupart du monde- d'une sorte d'"alliance", implicite, entre les membres de l'establishment local (les grands capitaux locaux, les filiales d'entreprises transnationales et le capital financier international) et le Fond Monétaire et la Banque Mondiale.

Ceci peut s'étendre à la politique globale mondiale appliquée par les deux organismes financiers. Au plan idéologique, ils ont fait valoir la "pensée unique" pour freiner les actions des opposants à la domination transnationale.

En 2000, on dénombrait quelque 63.500 entreprises transnationales non financières représentant un investissement total de 4,8 milliards de dollars et leur champ d'action s'étendait à travers 689.000 filiales présentes dans tous les pays du monde. De toutes ces corporations, 100 mega-corporations rassemblaient plus de 50% de l'investissement total.

Dans le secteur financier, 30 à 50 grandes banques concentraient la majeure partie de l'investissement global.

Les pratiques de cet univers transnational répondent exclusivement à l'objectif suprême des maisons mères, qui est d'optimiser les bénéfices même au dépens des intérêts des pays où elles agissent.

Un tel degré de mise oeuvre étrangère, de concentration et d'oligopole a contribué, d'une manière déterminante, à imposer la globalisation impitoyable qui a généré à échelle mondiale, entre autres, une pauvreté extrême pour la plupart de la population et, simultanément, une richesse extraordinaire pour des secteurs minoritaires privilégiés.

En ce qui concerne notre pays, un schéma similaire se répète, mais amplifié.

Une "alliance" qui porte atteinte à la Nation Argentine.

L'expression la plus éloquente et la plus démonstrative de l'existence de l'"alliance" antérieurement mentionnée a été, sans doute, l'attitude du FMI et de la Banque Mondiale pour pouvoir soutenir le "modèle" implanté à partir de la dictature militaire, mais qui a atteint son plus haut niveau de corruption et d'inégalité sociale pendant l'ère Menem-Cavallo- de la Rua, et qui s'est accru, d'une manière inconcevable, sous Duhalde.

Modèle qui tombait en mille morceaux et au nom duquel le FMI a octroyé des crédits considérables aux gouvernements précédents jusqu'à la fuite de De la Rúa

Le fond disposait, naturellement, d'une information excellente et il était clairement conscient qu'en même temps, le pays vivait une fuite des capitaux colossale qui allait finir par le scandaleux pillage financier de notre pays.

Quelles étaient et quelles sont les exigences récurrentes du Fond ? Rappelons-les très brièvement : toujours l'ajustement permanent et éternel ; l'équilibre fiscal (une fiction qui n'est pas obtenue dans presque aucun pays, même les plus développés), les privatisations, qui ont été accomplies ici à vil prix et avec des fortes doses de corruption, la grande ouverture économique et financière, etc.

Comme il est évident, les directives du Fond ont été respectées. Et nous-y voilà !

La nouvelle série de conditions a été :

- ▶ La dérogation de la loi de subversion économique
- ▶ La modification de la loi sur les faillites.
- ▶ Les 14 points qu'on a fait signer aux gouverneurs dont l'essence est constituée par l'ajustement extrême.
- ▶ Imposer à la Justice de freiner les demandes judiciaires des épargnants attrapés par le "corralito" ou "corralón". (Blocage de comptes bancaires (ndrl))
- ▶ Annuler les dettes, produit de ce que nous avons dénommé comme "la plus grande escroquerie de l'histoire", avec des "bons" à long terme qui seront, pour la plupart, émis par l'Etat argentin qui le permet de cette manière, aux banques de conserver intact leur pactole, produit de la plus grande escroquerie.
- ▶ Restreindre l'agissement de la banque publique (bouchée hautement appétissant pour le capital financier), ce que le ministre Lavagna a déjà commencé à appliquer, en facilitant l'introduction du capital privé qui, dans un premier temps, sera de 10%.

Comme nous pouvons observer, la simple mention de certaines exigences imposées par le FMI (pour essayer que l'Argentine obtienne un crédit pour payer quelques dettes, simple assiette comptable, mais qui n'implique pas l'arrivée de capitaux frais) démontre que ces conditions intéressent, fondamentalement, l'establishment local.

Aucune des mesures signalées n'est destinée à ce que cette "fabrique des pauvres" - que notre pays est devenu- améliore substantiellement sa situation.

Il ne s'agit pas de rompre avec le Fond comme la plupart le souhaitent, selon des enquêtes récentes. Il s'agit que le

Une "alliance" qui porte atteinte à la Nation Argentine.

Fond, pour le bénéfice de ses "alliés éternels", est en train de rompre avec à l'Argentine.

Il devient indispensable que notre pays cesse, une fois pour toutes, d'appliquer les extrêmement préjudiciables exigences du Fond. Il n'existe pas un pays dans le monde qui, suivant ses linéaments érodés, ait pu entreprendre le chemin du développement économique.

Il est nécessaire que la volonté politique soit imposée pour que décidément le gouvernement veille et travaille, pour les vrais intérêts nationaux et établisse un plan économique qui, par dessus toute autre considération, propose vraiment d'éliminer la pauvreté, d'éradiquer définitivement la famine et de relancer la vie socio-économique de notre pays avec la plus grande équité.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Paula Winocur